

Déjeuner de la chambre de commerce de Kanata

**Salle de bal Kanata
Holiday Inn Select
101, avenue Kanata, Kanata**

Le mardi 8 mars 2005 (11 h 55)

Kristine, je tiens à vous féliciter d'avoir été nommée à la présidence de la chambre de commerce de Kanata.

Kanata se classe maintenant parmi les destinations de calibre international : elle est en effet la capitale canadienne de la technologie de pointe et le siège d'une équipe de hockey parmi les meilleures au monde, les Sénateurs d'Ottawa.

Il y a à peine 45 ans cependant, Kanata n'était encore qu'un simple lotissement à l'état de projet. Tel un satellite que l'on aurait programmé, puis implanté sur ce territoire, Kanata a évolué à une vitesse fulgurante qui, de loin, nous semblait pourtant peu impressionnante.

Si je dis cela, c'est parce que je me souviens du jour où j'ai visité ma soeur, Mary Venier, lorsqu'elle s'est établie avec sa famille dans le lotissement de Kanata, fondé par Bill Teron. C'était bien avant que Kanata ne devienne une ville. Ma soeur habite toujours dans la même maison, mais depuis qu'elle y a emménagé, le secteur a connu des changements et une croissance sans précédent.

Cette croissance explosive se poursuit et invite la Ville à relever des défis, tant au niveau de ses programmes et services que de son budget.

Toutefois, en dépit des défis, notre économie locale continue de prospérer...

- Nous avons créé plus de 25 000 emplois l'année dernière, et le taux de chômage à Ottawa est à son niveau le plus bas depuis quatre ans;
- Nous connaissons de façon ininterrompue depuis cinq ans des niveaux record de construction;
- Les finances de la Ville sont florissantes.

En effet, Ottawa a obtenu la cote triple A de Moody's Investors Service, c'est-à-dire la cote la plus élevée qui soit.

Son classement surpasse ainsi celui de Montréal, de Toronto, de l'Ontario et de Hydro One.

Dans son dernier rapport, Moody's déclare que la cote triple A d'Ottawa est étayée par un faible fardeau d'endettement, une bonne rigueur financière et un engagement sérieux à l'égard de la planification financière à long terme.

En outre, grâce au travail de Kent Kirkpatrick et de son équipe, les coûts administratifs de la Ville ont été ramenés à 5,9 p. 100 de son budget total, contre 12,3 p. 100 pour l'ancienne Ville de Nepean et 12 p. 100 pour l'ancienne Ville d'Ottawa, pour ne citer que quelques exemples.

Dans notre budget de l'an dernier, nous avons exercé des compressions de 28 millions de dollars dans l'administration et réalisé des économies de 50 millions de dollars au chapitre des programmes, notamment en abolissant 390 postes.

Cette année, les compressions touchant à l'administration s'élèvent à 9,5 millions de dollars et il semble qu'une fois de plus cette année, Ottawa sera, parmi les grandes municipalités ontariennes, la ville à imposer l'une des hausses d'impôt foncier les plus faibles, voire la plus faible/négligeable.

Dans l'avenir, Kanata doit s'attendre à une relance économique considérable. Le marché global des édifices à bureaux des banlieues est en pleine reprise, plus particulièrement dans la partie ouest de la capitale. En 2004, plus de 336 000 pieds carrés des locaux à bureaux de Kanata étaient loués par des sociétés de haute technologie.

De plus, malgré les licenciements effectués par les multinationales de technologie de pointe, les entreprises locales de ce secteur ont créé au-delà de 6 000 emplois en 2004.

Ottawa compte maintenant plus de 1 600 sociétés de haute technologie sur son territoire. Ce nombre s'élevait à 1 000 il y a cinq ans.

Quant aux marchés de capital de risque, ils commencent à retrouver une certaine vigueur. L'industrie de pointe emploie actuellement quelque 67 000 personnes à Ottawa.

Jeffery Dale, président du Centre de recherche et d'innovation d'Ottawa (OCRI), croit fermement que d'ici 2008, le secteur de la haute technologie comptera 100 000 emplois. Notre travail consiste à canaliser cet essor prodigieux pour assurer une meilleure planification au sein de nos communautés afin que les principes de croissance intelligente - par exemple celui voulant que le transport en commun, les loisirs et la culture constituent des éléments essentiels à tout nouveau quartier - continuent d'attirer chez nous investisseurs et main d'œuvre compétente.

Voilà pourquoi l'expansion de l'O-Train s'avère si importante pour l'avenir d'Ottawa.

Bon nombre d'entre vous se souviennent sans doute de l'annonce faite en mai 2004 par laquelle les gouvernements provincial et fédéral s'engageaient à verser 400 millions de dollars pour financer l'expansion de l'O-Train.

Cette initiative constituera le plus important projet de construction jamais entrepris à Ottawa.

Chaque jour, l'axe nord sud de l'O Train transporte jusqu'à 10 000 passagers sur une distance de huit kilomètres, depuis Bayview jusqu'à Greenboro, un itinéraire qui, à l'origine, ne devait desservir quotidiennement que 5 000 passagers.

La bonne nouvelle, c'est que nous ne nous limiterons pas à un axe nord sud.

J'ai constaté de visu la nécessité d'offrir un service de train léger d'est en ouest lorsque l'O Train s'est rendu à Kanata et à Carp à l'occasion d'une démonstration tenue en septembre dernier.

Vous l'ignorez peut être, mais au début des années 1990, l'administration régionale a acheté l'emprise routière et la voie ferrée qui s'étendent du chemin Walkley jusqu'à l'extérieur de Carp, et la nouvelle Ville en est maintenant propriétaire.

L'excitation était à son comble lorsque l'O-Train s'est arrêté près de l'avenue Carling et du chemin March, recevant l'accueil enthousiaste des résidents de Carp.

La Ville procède en ce moment à une évaluation environnementale axée sur un éventuel couloir est ouest du service de train léger. L'étude permettra de déterminer l'itinéraire et la technologie qui conviennent le mieux à cette nouvelle voie ferrée. Je suis persuadé que beaucoup de personnes dans cette salle seraient ravies de voir un train léger s'arrêter au Centre Corel, une éventualité fort probable dont la concrétisation permettrait d'alléger la circulation sur l'autoroute 417 en direction ouest.

Un réseau de transport en commun de calibre mondial est essentiel à toute ville moderne :

- essentiel à la qualité de vie;
- essentiel à la protection de l'environnement;
- essentiel au maintien d'une économie concurrentielle.

De plus, chaque grande ville doit pouvoir compter sur plus d'un moyen de transport en commun. Pour Ottawa, cela signifie des réseaux compatibles de transport par autobus et par train léger.

Dans deux semaines, nous célébrerons l'inauguration officielle de la station Terry Fox, l'un des terminus de la voie rapide pour autobus, érigé grâce à un investissement de 22 millions de dollars à Kanata.

Cette nouvelle station, qui fait déjà une énorme différence pour les usagers du transport en commun, s'ajoute au passage supérieur aménagé sur le chemin Castlefrank au coût de 22 millions de dollars également, ainsi qu'à la promenade Terry Fox, dont l'achèvement a coûté 30 millions de dollars.

Pour financer l'expansion des services de train léger et d'autobus, la Ville d'Ottawa puisera dans les nouvelles recettes obtenues des gouvernements fédéral et provincial.

De concert avec les maires d'autres grandes villes, j'ai exigé avec ferveur que les gouvernements provincial et fédéral s'engagent à conclure un « Nouveau pacte pour les municipalités ».

Certains se sont moqués de cette idée, déclarant que nous ne réussirions pas à obtenir un sou de plus des gouvernements.

Ils avaient tort...

Il y a à peine deux semaines, le gouvernement fédéral a annoncé dans son budget qu'il commencerait à verser cette année aux municipalités une partie des recettes provenant des taxes sur l'essence, soit un montant de l'ordre de 600 millions de dollars qui pourrait atteindre plus de un milliard de dollars par année dans cinq ans.

Le gouvernement provincial, qui a été le premier à verser une partie de la taxe sur l'essence, en octobre dernier, rembourse actuellement un certain montant qui s'élèvera à deux cents par litre dans deux ans.

Le gouvernement fédéral a également annoncé le remboursement de la taxe sur les produits et services (TPS) aux villes, qui se partageront ainsi 750 millions de dollars par année environ.

Ces apports signifient que, globalement, la Ville d'Ottawa recevra jusqu'à 80 millions de dollars de plus par année.

Les efforts déployés par les maires ont donc été fructueux. Désormais, les villes seront entendues lorsque viendra le temps de déterminer la meilleure façon de pallier le déficit lié aux infrastructures.

On estime que ce déficit oscille entre 60 et 125 milliards de dollars à l'échelle nationale, donnée qui a été confirmée par des agences d'analyse fiables comme le Conference Board du Canada et TD Canada Trust.

Les difficultés posées par le financement des infrastructures ont contraint des villes telles qu'Ottawa à trouver de nouvelles façons d'offrir services, programmes et installations à leurs contribuables.

Voilà pourquoi il y a deux ans, j'ai insisté auprès du Conseil municipal pour qu'il mette sur pied le premier bureau municipal des partenariats entre les secteurs public et privé au Canada.

Je suis fier des résultats obtenus grâce à cette politique des « trois p ».

Le bureau des « trois p » a généré plus de 100 millions de dollars d'investissements du secteur privé.

L'un des projets réalisés par ce bureau a été le Bell Sensplex, une installation de loisirs polyvalente à la fine pointe de la technologie construite au coût de 25,6 millions de dollars et abritant quatre patinoires.

Le Bell Sensplex connaît un immense succès dans la communauté. Sa renommée s'étend en fait à l'échelle du pays, car des dignitaires d'autres municipalités se rendent jusqu'à Kanata pour voir à quoi ressemble l'installation et comprendre comment sa construction a été financée.

Parmi les autres projets « trois p » entrepris, notons :

- la construction d'un nouvel aréna dans le secteur de West Carleton;
- le nouveau Centre de soins de longue durée Gary J. Armstrong, sur l'île Porter;
- l'ajout de deux patinoires au Centre Ray Friel, à Orléans;
- la construction à Orléans du nouveau Thunderdome, un centre de soccer et de loisirs intérieurs; et
- le lancement d'un processus d'appel d'offres pour la construction d'un centre des arts dans l'Est de la ville.

Ce qui est bon pour la Ville l'est également pour les affaires.

Nous avons réalisé certains progrès dans notre dialogue avec la communauté des gens d'affaires.

Le mois dernier, le Conseil municipal a approuvé la création d'un Comité consultatif sur les affaires.

Ce Comité permettra à la Ville de se montrer proactive plutôt que réactive par rapport aux préoccupations des propriétaires de petites et moyennes entreprises.

En outre, le Comité travaille actuellement à la planification d'un Sommet rural et tâchera de réduire les formalités administratives pour certaines petites entreprises.

Le Sommet rural devrait avoir pour slogan : « Il n'y a pas de solution universelle. »

Nous avons également mis en œuvre le « Projet d'examen en temps voulu » afin d'accélérer le traitement des demandes d'aménagement selon des délais établis.

Un nouveau processus a en outre été lancé en partenariat avec des spécialistes de l'aménagement.

Je suis convaincu que l'un des sujets dont il sera question pendant le Sommet rural d'Ottawa et les rencontres du Comité consultatif sur les affaires sera l'évaluation des propriétés commerciales et l'impôt foncier auquel elles sont assujetties.

Je l'ai déjà dit et je le répète : le système d'impôt foncier ne fonctionne pas.

Ni pour les petites entreprises

ni pour les propriétaires de maison.

Tous les propriétaires de petites entreprises ici présents devraient retenir la séquence de nombres suivante :

62-41-26-15

Je le répète une fois de plus : **62-41-26-15**, et il ne s'agit pas d'une stratégie concoctée par les Renegades d'Ottawa.

Je m'explique.

- **62** est le pourcentage de toutes les petites et moyennes entreprises à Ottawa qui auraient dû bénéficier l'an dernier d'une baisse d'impôt foncier mais n'y ont pas eu droit parce que le système d'imposition est défectueux. En vertu des règles de ce système, en effet, les revenus libérés par la baisse d'impôt foncier ont été récupérés.
- **41** représente le nombre de millions de dollars qui ont été récupérés auprès des petites et moyennes entreprises.
- **26** est le nombre de millions de dollars qui, sur les 41 millions récupérés, ont permis de diminuer l'impôt foncier pour 300 édifices à bureaux à Ottawa.
- **Et 15** représente le nombre d'immeubles à bureaux parmi les plus imposants du centre ville qui ont le plus bénéficié des fonds récupérés, recevant près de 20 millions de tout l'argent recouvré auprès des propriétaires de bâtiments commerciaux plus modestes.

Voici donc l'état actuel du nouveau système d'impôt foncier et ses répercussions sur les petites entreprises six ans après sa mise en œuvre.

Pour plus de 5 000 propriétés commerciales qui devraient avoir droit à une diminution de l'impôt foncier, 92 p. 100 (soit la quasi-totalité) des revenus libérés par cette baisse sont récupérés pour pallier le déficit.

Voici un exemple illustrant la défectuosité du système.

Il s'agit d'un cas réel survenu à Ottawa.

Nous avons comparé deux propriétés commerciales évaluées à 620 000 \$ chacune. Cela signifie que leurs propriétaires respectifs devraient verser approximativement 24 000 \$ en taxes foncières. Selon les règles du système d'imposition actuel, l'un des deux propriétaires doit payer 39 000 \$ en taxes foncières et l'autre, à sa grande joie, à peine plus de 5 000 \$.

Il existe de nombreux autres cas semblables.

Aucune municipalité en Ontario n'est habilitée à résoudre ce problème. Je le répète : Aucune municipalité en Ontario n'a le pouvoir de changer cette situation, puisqu'elle découle des lois provinciales sur la propriété.

Il n'est donc pas étonnant que les propriétaires de petites entreprises se sentent surimposés. Même lorsqu'ils attendent un allègement fiscal, les revenus libérés leur sont retirés.

Nous avons besoin d'un système juste et équitable pour toutes les catégories de contribuables.

C'est le message que j'ai transmis au ministre des Finances, Greg Sorbora, lors d'une rencontre qui portait précisément sur ce sujet et qui a eu lieu à son bureau de Queen's Park plus tôt cette année.

Grâce aux pressions que nous avons exercées à Queen's Park, nous avons pu éviter, pour la présente année d'imposition, d'être assujettis aux modifications fiscales liées à l'évaluation foncière.

Le 1er janvier 2001, Ottawa est devenue la quatrième ville en importance au Canada et la plus grande ville agricole au pays. Depuis, elle est un chef de file parmi les autres grandes villes canadiennes et considérée comme l'une des meilleures villes où habiter dans le monde.

Oui, c'est vrai : nous avons une ville fantastique. Et cela ne vient pas du fait qu'Ottawa est maintenant une grande ville, mais plutôt du fait qu'elle est formée de voisinages solides.

Chaque matin, je quitte mon quartier près de Carlingwood et traverse McKellar Park, Westboro, Hintonburg, Mechanicsville, la petite Italie, le quartier chinois et une partie du centre ville, jusqu'à l'hôtel de ville, sur la rue Elgin. Bien qu'il ne dure que 15 minutes, ce trajet illustre avec éloquence ce qu'Ottawa a été dans le passé et ce qui importe réellement dans notre travail en tant que Conseil municipal : édifier une ville formée de communautés diverses.

Nous constatons la même diversité loin dans le secteur Ouest, depuis Galetta jusqu'à Constance Bay, en passant par Carp, Dunrobin et Kanata.

Je crois que l'édification d'une ville formée de multiples communautés devrait constituer une priorité pour notre administration municipale

S'il y a une chose que j'ai apprise en tant que maire, c'est qu'il n'y a pas de solution universelle permettant d'assurer la prestation de nos services : les besoins varient d'un quartier à l'autre.

Fallingbrook a des besoins différents de ceux de Manotick, lesquels diffèrent des besoins de la Basse-Ville. Ces derniers sont différents de ceux de Craig Henry, et Kanata se distingue considérablement d'Orléans.

Il importe que la Ville reconnaisse cette situation par des mesures concrètes dès cette année. J'ai donc demandé au directeur municipal de miser principalement sur le renforcement de nos quartiers dans le nouveau plan d'action de la Ville

Je lui ai demandé de consulter ses directeurs municipaux adjoints et d'examiner tout le travail que nous accomplissons déjà dans les quartiers d'un bout à l'autre d'Ottawa afin de nous assurer que les différents services collaborent entre eux et avec les communautés pour trouver des solutions pertinentes aux problèmes locaux et soutenir le mieux possible le développement communautaire.

Différents services œuvrant au sein d'une même communauté devront coordonner leurs efforts et travailler avec les chefs de file locaux et les conseillers municipaux. J'ai demandé au directeur municipal de présenter au Conseil au moins deux projets pilotes qui permettront d'atteindre cet objectif cette année. Nous croyons que cette initiative, une fois qu'elle aura été mise en œuvre intégralement, contribuera à préserver l'intégrité des communautés en mettant l'accent sur leur singularité respective.

Hélas, je ne dispose pas du temps nécessaire pour aborder de nombreuses autres questions importantes, comme les grandes politiques environnementales.

Le Conseil municipal, l'administration et le public doivent tous relever le même défi : édifier non seulement une ville, mais aussi une capitale de classe mondiale.

Si nous avons établi de solides bases au cours des quatre dernières années en vue de bâtir cette nouvelle ville, il nous reste beaucoup à accomplir...

Merci!